

# Evaluation des incidences environnementales au Luxembourg

Metz 9.12.2021

Philippe Peters

Conseiller de Gouvernement 1<sup>ière</sup> classe





- Introduction
- Aperçu de la procédure EIE au Luxembourg
- Modalités de la consultation du public
- Conclusion



# Nouveau contexte légal au Luxembourg

- <u>avant mai 2018</u>: transposition fractionnée en plusieurs lois (établissements classés, loi du 29 mai 2009 pour les infrastructures de transport,...) et règlements grand-ducaux (p.ex RDG du 10 mai 2012 portant nomenclature et classification des établissements classés)
- <u>depuis mai 2018</u>: une seule loi loi modifiée du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement (loi EIE)



- un règlement grand-ducal (RGD) du 15 mai 2018 établissant les listes des projets
   soumis à une EIE
- Section spécifique : infrastructures de transport



# Nouveau contexte légal au Luxembourg

Nouvelle autorité compétente :

Ministre ayant l'environnement dans ses attributions (avant 2018: Administration de l'environnement)



4, Place de l'Europe L-1499 Luxembourg

D3 – Direction des Evaluations et des Autorisations:

Philippe PETERS <u>philippe.peters@mev.etat.lu</u> – (+352) 247-86827 Charel GLEIS <u>charel.gleis@mev.etat.lu</u> – (+352) 247-86872 Mara STRZYKALA mara.strzykala@mev.etat.lu – (+352) 247-86874



# Catégories de projets

Article 2 – loi modifiée EIE et RGD du 15.5.2018

Annexe I: Liste de projets **soumis d'office** à une évaluation des incidences

(projets de grande envergure)

Annexe II: Liste de projets soumis à une évaluation des incidences pour

lesquels les seuils et critères fixés sont atteints (projets

routiers, ferroviaires, portuaires et aéroportuaires)

Annexe III: Liste des projets **soumis au cas par cas** à une évaluation des

incidences pour lesquels les seuils et critères sont atteints

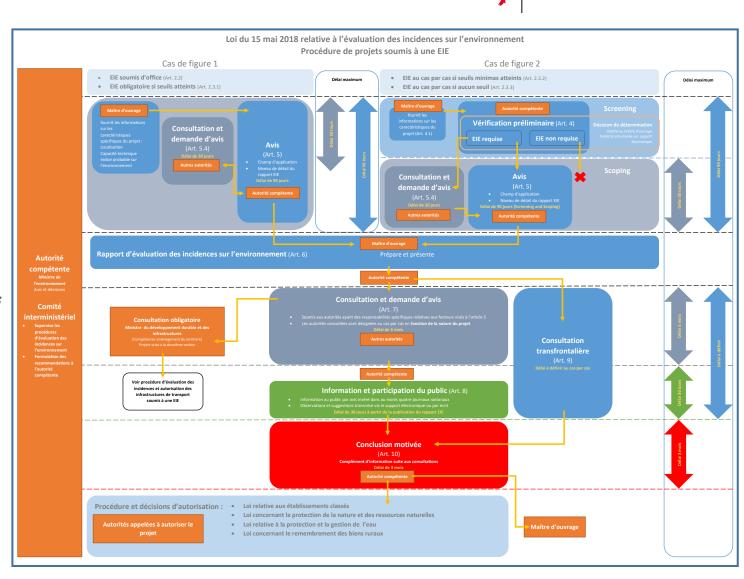
(décharges pour déchets)

Annexe IV: Liste de projets **soumis au cas par cas** à une évaluation des

incidences – vérification préliminaire (majorité des projets)

# Procédure EIE

Articles 4 -10 de la loi modifiée EIE



# Procédure EIE au Luxembourg



1. Vérification préliminaire

1. Décision au « cas par cas » par l'autorité compétente (AC) (étape dite « screening ») sur base de critères de sélection (annexe I – loi modifiée du 15.5.2018) – décision nationale

2. Avis sur le niveau de détail

2. **Avis <u>obligatoire</u>** des autorités (« **scoping** ») – autres administrations étatiques et communales concernées / à désigner au cas par cas

le cas échéant: demande d'informations environnementales

3. Rapport d'évaluation

3. Elaboration d'un rapport d'évaluation par un expert agréé

4. Avis sur le rapport d'évaluation

4. **Avis <u>obligatoire</u>** des autorités sur le rapport d'évaluation (voir point 2) *le cas échéant:* adaptation du rapport et avis complémentaire

5. Information et participation du public

5. **Publication** du rapport d'évaluation et des avis des autorités — **Enquête publique** à organiser par l'AC e.a. sur le site internet <u>www.eie.lu</u> et la plateforme nationale des enquêtes publiques

6. Conclusion motivée

6. **Conclusion** de l'AC sur les incidences notables (e.a. compte tenu des observations reçues)

Procédures d'autorisation

Protection de la nature, Etablissements classés, Gestion de l'eau

# Délais de procédure EIE au Luxembourg



1. Vérification préliminaire

2. Avis sur le niveau de détail

Approche combinée dans un délai maximal de

### 90 jours

+ 40 jours dans cas exceptionnels: p.ex incidences transfrontalières

3. Rapport d'évaluation

? =

responsabilité de l'expert agréé,

dépend de la complexité du dossier, des données disponibles, des méthodes d'évaluation à appliquer, etc.

4. Avis sur le rapport d'évaluation

Délai maximal de

### 90 jours

+ adaptations éventuelles du rapport

5. Information et participation du public

Délai de publication du rapport d'évaluation de

### 30 jours

+ préparation de la publication

Temps de procedure de 3.5 resp. de 10.5 mois

6. Conclusion motivée

Délai maximal de

### 90 jours

après l'expiration du délai de publication



# Article 8 de la loi modifiée du 15.5.2018 (loi EIE)

- Avis inséré dans au moins quatre journaux quotidiens publiés au G-D et comportant au minimum les informations :
  - soumission du projet à une procédure EIE
  - date de la publication du rapport sur les incidences, durée de la publication et délais à respecter pour la transmission d'observations ou de questions
  - site internet et lieux où les données peuvent être consultées (plateforme nationale + ministère + autorité(s) communale(s) dont le territoire est concerné par le projet)
- dossier de demande + rapport d'évaluation + compilation des avis des autorités publiés via le site internet <u>www.eie.lu</u> et la plateforme nationale des enquêtes publiques <u>www.enquetes.public.lu</u>,
- mise à disposition du dossier matériel complet auprès de l'autorité communale et de l'AC pour consultation,
- observations et suggestions à émettre par le biais du support électronique et/ou sous forme écrite directement à l'AC endéans les 30 jours qui suivent la publication du rapport d'éval.

## Consultation du public



### www.eie.lu

- explications générales
- vérification préliminaire : publication dossier et décision
- information et participation du public (rapport d'évaluation, avis, ...)
- FAQ sur la procédure, etc.

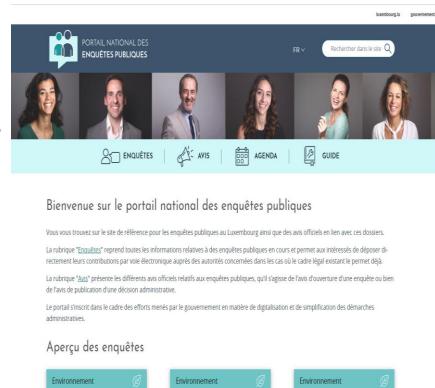




### Plateforme nationale

### www.enquetes.public.lu

- centralisation des enquêtes publiques nationales
- promotion de la transparence, de la proximité et de la simplification administrative
- gestion des délais automatisée
- recueil des observations et suggestions
  - = participation effective du public aux processus d'évaluation





### une loi garante de :

- consultation et participation d'autres autorités ayant des responsabilités spécifiques relatives aux facteurs à analyser
- mise à disposition d'informations utiles en matière d'environnement
- acquisition de nouvelles connaissances et création de données en matière d'environnement
- délais de rigueur
- transparence envers le public
- participation du public
- recours et sanctions pénales
- nouvelle loi EIE → évaluation des incidences sur l'environnement est devenue une procédure à part entière au G-D du Luxembourg.